

Rencontre avec le ministre de l'Énergie des Emirats Arabes Unis, Suhail Mohamed Faraj al-Mazrouei

[A l'occasion de la fête nationale des Emirats Arabes Unis (EAU), les autorités de ce pays ont invité à la fin novembre des journalistes à Abou Dhabi pour des rencontres avec des ministres et des responsables politiques et économiques – voir l'an dernier notre édition du 16 décembre 2012. Le ministre de l'Énergie figurait cette année parmi les personnalités rencontrées et Pétrole et Gaz Arabes (PGA) était représenté par l'auteur de cet éditorial. Le pays vient de fêter le 42ème anniversaire de son indépendance en 1971. Le PGA présente également dans ce numéro un dossier sur les EAU – voir en page 15].

Ministre de l'Énergie des Emirats Arabes Unis depuis le 12 mars 2013, M. Suhail Mohamed Faraj al-Mazrouei a une spécificité remarquable : la jeunesse. Né le 1er juillet 1973, il n'a donc que quarante ans, un âge peu fréquent pour accéder à de telles responsabilités au Moyen-Orient (et ailleurs le plus souvent). Le ministre en tire argument pour souligner que les plus hautes autorités des EAU sont prêtes à faire confiance à la jeunesse, qu'il en est un exemple et qu'il y en a d'autres. Serein, s'exprimant de façon très posée, M. al-Mazrouei fait preuve d'assurance dans le traitement des dossiers dont il a la charge.

Sa formation est d'un grand classicisme pour le secteur énergétique avec des études d'ingénieur pétrolier aux Etats-Unis (Bachelor's degree à l'université de Tulsa en Oklahoma en 1996). Il a ensuite travaillé pendant dix ans au sein de l'Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC), qui est évidemment incontournable dans cette industrie aux EAU. Il est spécialisé dans l'amont et a terminé au sein de la compagnie nationale comme directeur de la production (Director of Production and Engineering Facilities] pour l'offshore, ce qui représentait une production de plus de 1 million de barils par jour. En 2004-2005, M. al-Mazrouei a été détaché auprès du groupe Royal Dutch Shell, ce qui a contribué à lui donner une vision internationale avec des projets aux Pays-Bas, en mer du Nord, au Nigeria et à Brunei. A partir de 2007, il rejoint Mubadala, également contrôlée par le gouvernement d'Abou Dhabi, avec la responsabilité de projets à Bahrain et à Oman, mais aussi au Kazakhstan.

Son portefeuille actuel est vaste puisqu'il comprend les hydrocarbures, l'électricité, l'eau et les ressources minérales. Le ministre entend clairement insuffler dans ces domaines une vision moderne. Il faut que le secteur énergétique fonctionne bien mais il faut aussi qu'il contribue au développement de l'économie des EAU et que sa gestion prenne en compte les impératifs du développement durable. Modeste et ambitieux à la fois, le ministre rappelle que les EAU sont un petit pays mais avec de grandes ambitions. Ce point est revenu à plusieurs reprises dans ses déclarations devant les journalistes et lors de la séance de questions-réponses qui a suivi. Il n'a en effet pas hésité à parler de "modèle" pour les pays arabes et les pays en développement et à souligner que son pays était l'une des nations les plus avancées dans le domaine des hydrocarbures. Il a également mis l'accent sur le rôle important que jouent les EAU en matière de coopération avec des pays en développement, y compris dans le domaine énergétique en Afrique et au Moyen-Orient.

Le ministre est né à Doubaï et il ne l'oublie pas. Il a notamment rappelé que beaucoup étaient sceptiques au sujet de la capacité de cet émirat à pouvoir diversifier son économie face au déclin programmé de la production pétrolière. C'est aujourd'hui l'une des priorités des EAU, qui ne font

pourtant pas du tout face à un tel défi au vu de l'importance de leurs réserves prouvées. Mais, depuis plusieurs années, les dirigeants de la fédération ont décidé de mettre le cap sur une réelle diversification énergétique avec le lancement d'un programme nucléaire civil, le premier dans le monde arabe, et la montée en puissance des énergies renouvelables, surtout l'énergie solaire. Le ministre a largement abordé ces sujets en soulignant le rôle de pionnier des EAU, ce qui est difficilement contestable. Un responsable d'un groupe énergétique étranger expliquait au PGA que les EAU étaient à ses yeux le pays arabe le plus engagé dans l'énergie solaire avec une démarche cohérente, concrète et s'inscrivant dans le long terme.

Interrogé sur l'Exposition universelle 2020, le ministre a établi partiellement un lien avec les activités dont il a la charge en soulignant que la coopération énergétique entre les EAU et divers pays africains et les fonds alloués pour financer des projets dans ces pays avaient pu jouer au moment du vote en faveur de Doubaï à Paris le 27 novembre par les Etats membres du Bureau International des Expositions.

M. Al-Mazrouei s'est montré serein au sujet de la "menace" que pourrait représenter pour son pays le développement des pétroles et gaz non conventionnels, en particulier les hydrocarbures de schiste. Pour lui, ces sources sont plutôt complémentaires que concurrentes des hydrocarbures conventionnels et le cas des Etats-Unis est très spécifique. Ce pays deviendra certainement autosuffisant en gaz naturel et, peut-être, en pétrole mais "sera-t-il capable d'approvisionner la Chine et l'Inde ? J'ai quelque doute", a-t-il déclaré (voir sur ce point notre dossier sur le World Energy Outlook 2013 dans notre édition du 16 novembre 2013). Au sein de l'OPEP, certains pays seront affectés par cette "révolution" mais sans doute pas les Etats du Golfe pour lesquels le principal marché est l'Asie. Les EAU entendent d'ailleurs consolider leurs relations énergétiques avec les pays asiatiques, y compris en investissant directement dans cette région. Nous produisons dans le golfe de Thaïlande, a-t-il rappelé, et nous aidons des pays dans leur effort d'exploration. Nous avons avec eux une relation spéciale et ne faisons pas que leur vendre du pétrole, a-t-il ajouté.

Interrogé par le PGA sur l'oléoduc d'exportation de pétrole débouchant à Foujeirah, le ministre a indiqué qu'il serait pleinement utilisé lorsque le besoin s'en ferait sentir. Il constitue une capacité supplémentaire d'exportation, pas une substitution à des capacités existantes. C'est une nouvelle route d'exportation que nous utiliserons de façon variable en fonction des circonstances. En réponse à une autre question du PGA sur le projet Emirates LNG, qui prévoit la construction d'un terminal de regazéification du GNL à Foujeirah et qui est porté par l'IPIC et par Mubadala Petroleum, M. al-Mazrouei a expliqué que les EAU avaient besoin de plus de gaz naturel. Il y a la production domestique, les importations de gaz du Qatar avec le projet de Dolphin Energy, des importations par Doubaï et,

à l'avenir, le terminal d'Emirates LNG. Avec cet ensemble, le pays disposera de tout le gaz nécessaire pour son économie, a indiqué le ministre.

Sur le dossier délicat du renouvellement de la concession de l'Abu Dhabi Company for Onshore Oil Operations (ADCO), l'une des filiales de l'ADNOC qui produit 1,6 million de barils par jour environ, le ministre a rappelé qu'il s'agissait d'une décision historique et qui engagerait la prochaine génération. Le dossier étant soumis au Supreme Petroleum Council (SPC). M. al-Mazrouei est évidemment resté très prudent. Il a souligné que le processus de renouvellement - la concession actuelle expire en janvier 2014 - était caractérisé par la transparence et par l'équité. Nous avons confiance dans nos

partenaires historiques, a-t-il précisé [ceux-ci sont BP, ExxonMobil, Partex, Shell et Total, l'ADNOC contrôlant 60% du capital. On sait d'ores et déjà que Partex ne fera pas partie du futur actionariat]. Interrogé par le PGA au sujet des informations de presse selon lesquelles une marge de rentabilité plus importante aurait été promise aux futurs actionnaires, le ministre a répondu qu'il ne pouvait rien annoncer sur ce point car il y avait une concurrence entre les actionnaires étrangers actuels et d'autres compagnies pétrolières désireuses de faire partie du futur tour de table. Du fait de cette compétition, les jeux ne sont pas faits.

Sans hausser le ton d'un iota, le ministre a eu des mots assez durs lorsqu'il a été interrogé sur certains comportements en matière d'utilisation de l'eau, la ressource rare par excellence dans cette partie du monde. Il a parlé de "consommation irresponsable" et a évoqué un défi majeur pour le pays, pour cette zone géographique et pour le monde. Les gouvernements n'aiment pas que leurs citoyens paient trop cher l'accès à des biens et à des services essentiels mais il faut essayer de trouver un équilibre raisonnable, a-t-il affirmé. Répondant à une question du PGA, il s'est cependant montré très prudent sur la question voisine et centrale des prix de l'énergie. Nous sommes en train de regarder la question des subventions mais c'est un long processus, a-t-il répondu. Que ce soit pour l'eau, pour l'électricité ou pour l'énergie en général, le ministre met l'accent sur la sensibilisation de l'ensemble de la société et sur les technologies qui permettent d'économiser, de mieux gérer ou de récupérer ces ressources. Il compte aussi sur la nouvelle génération pour avoir un comportement plus responsable.

Tout ceci est utile et nécessaire mais il faudra clairement aller plus loin et plus vite et le ministre en est sans aucun doute conscient. Il reste à voir s'il voudra et pourra faire avancer ce dossier politiquement et socialement délicat de façon significative.

Francis Perrin

